



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral de l'environnement OFEV
Division Eaux

3003 Berne
OFEV: PNE

POST CH AG

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/1

Cas d'affaire : [TEXTE]

Votre référence : [Texte]

Ittigen, le 28 juin 2021

Mesures d'assainissement en vertu de l'art. 10 LFSP Consultation de l'OFEV selon art. 9c, al. 2, OLFP

Centrale: Nom, commune, canton

Détenteur: Nom, adresse, NPA lieu

Mesures: Rétablissement de la libre migration du poisson (montaison / dévalaison)

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

Madame, Monsieur, Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

Par votre courrier du [date], vous avez envoyé à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) le dossier au sujet du projet d'assainissement susmentionné pour consultation, conformément à l'art. 9c, al. 2, de l'ordonnance du 24 novembre 1993 relative à la loi fédérale sur la pêche (OLFP, RS 923.01). Après avoir pris connaissance de la prise de position cantonale du [date], nous exprimons l'avis suivant :

1 Contexte

Informations concernant l'exploitant, le lieu et le type de l'installation. Informations sur la concession en cours, description de l'historique du dossier, importance du site comme base pour l'examen de la proportionnalité. Informations sur les atteintes existantes et sur l'obligation d'assainir selon la planification stratégique. Informations sur la décision d'obligation d'assainir. Informations sur le projet (mesure d'assainissement, cas particulier, agrandissement, etc.). Informations sur un éventuel examen préliminaire, etc.

Office fédéral de l'environnement OFEV
Emilie Person
3003 Berne
Emplacement : Papiermühlestrasse 172, 3063 Ittigen
Tél. +41 58 4849253
emilie.person@bafu.admin.ch
https://www.bafu.admin.ch



BAFU-A-19643401/31

2 Bases légales

Conformément à l'art. 10 de la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP, RS 923.0), les cantons imposent des mesures au sens de l'art. 9, al. 1, LFSP en ce qui concerne les installations existantes. L'art. 9, al. 1, LFSP contraint les autorités à imposer, compte tenu des conditions naturelles et, le cas échéant, d'autres intérêts, toutes les mesures propres, entre autres, à assurer la libre migration des poissons.

Aux termes de l'art. 9c, al. 1, OLFP, l'autorité cantonale ordonne les mesures au sens de l'art. 10 LFSP. Elle peut contraindre les détenteurs de centrales hydroélectriques existantes à étudier diverses variantes de mesures si la planification cantonale ne contient pas encore d'indications suffisantes concernant l'assainissement. Dans le cas de centrales hydroélectriques pour lesquelles les mesures d'assainissement ne sont pas encore définitivement inscrites dans la planification, l'autorité consulte en outre l'OFEV, conformément à l'art. 9c, al. 2, OLFP, avant de prendre une décision concernant le projet d'assainissement. En prévision de la demande à déposer en vertu de l'art. 28, al. 1, de l'ordonnance du 1er novembre 2017 sur l'énergie (OEne, RS 730.01), l'office vérifie si le projet respecte les exigences de l'art. 10 LFSP et si le caractère économique des mesures est garanti (appendice 3, ch. 2, OEne).

3 Évaluation

3.1 Documents remis

Les documents suivants ont été soumis à l'OFEV pour évaluation :

- Demande de **nom de l'exploitant** du **xx.yy.201x**
- Lettre d'accompagnement, y compris prise de position du canton **XY** du **xx.yy.201x**
- **Dossier/rapport technique ou autres** du **xx.yy.201x**

Le dossier contient-il toutes les informations requises ? Les demandes déposées lors d'examens préliminaires ont-elles été prises en considération ? Les délais de la phase d'étude du projet ont-ils été tenus ?

Le dossier est **[in]complet** pour la consultation prévue à l'art. 9c, al. 2, OLFP.

3.2 Nécessité des mesures

Décrire et juger si des mesures sont nécessaires pour remplir les exigences figurant à l'art. 9, al. 1, LFSP.

3.3 Étude des variantes et choix des mesures (si nécessaire)

Quelles variantes a-t-on étudié (description/évaluation des variantes avec notre modèle d'évaluation) ? Les études réalisées sont-elles suffisantes et claires ? Est-ce que toutes les mesures d'assainissement possibles ont été examinées ? Faut-il procéder à de nouvelles études/analyses ? Le choix de la meilleure variante est-il compréhensible ? Lors du choix des mesures, l'impact écologique, la proportionnalité des coûts, les intérêts de la protection contre les crues et les objectifs de politique énergétique ont-ils été suffisamment pris en compte ?

3.4 Meilleure variante

3.4.1 Impact écologique

Quel effet la mesure d'assainissement proposée permet-elle d'obtenir ? Les exigences prévues à l'art. 9, al. 1, LFSP sont-elles remplies ?

3.4.2 Prise en compte des conditions naturelles et d'autres intérêts

Les conditions naturelles sont-elles prises en considération ? Existe-t-il d'autres intérêts et, si oui, sont-ils pris en considération ? Clarté ?

Führt die Bestvariante zu einer Energieminderproduktion (betriebliche Massnahme, nicht Produktionsausfall während Massnahmenbau)? Wenn ja Energieminderproduktion in GWh/a angeben und in Do-kuSanWK erfassen (V1: In Bemerkungen, V2: In separatem Feld im Geschäftsfall).

3.4.3 Proportionnalité des coûts

La mesure est-elle proportionnée (adéquate, nécessaire et acceptable) ?

3.4.4 Coordination dans le bassin versant

Les mesures sont-elles coordonnées entre elles dans le bassin versant du cours d'eau concerné ? La mesure est-elle coordonnée avec d'autres mesures de protection des eaux ?

3.5 Évaluation des effets

Existe-t-il un programme d'évaluation des effets ? Si oui, correspond-il aux instructions de l'aide à l'exécution ?

3.6 Caractère économique

A-t-on évalué le caractère économique ? Un appel d'offres a-t-il été fait ? Le caractère économique des mesures est-il présenté clairement ? Les coûts des différents postes de dépenses se situent-ils dans une fourchette « raisonnable » (comparaison avec les coûts de référence) ? -> si on dispose uniquement d'une estimation sommaire des coûts et qu'aucun appel d'offres n'a encore été fait, indiquer que la réalisation de la mesure au meilleur coût doit être expliquée clairement dans la demande d'indemnisation.

Die Leistungen für die ökologische Sanierung der Wasserkraft unterliegen dem öffentlichen Beschaffungsrecht. Die Gesuchstellerin sorgt dafür, dass für die kommenden Schritte im Rahmen der dem öffentlichen Beschaffungsrecht entsprechenden Vergabeverfahren die Arbeiten an die wirtschaftlich günstigsten Unternehmen vergeben werden. Für das Auszahlungsgesuch ist das Vergabeverfahren zum Nachweis der Wirtschaftlichkeit angemessen zu dokumentieren.

3.7 Conditions de l'indemnisation et coûts imputables

Indiquer si des informations détaillées sont disponibles et si de grosses différences apparaissent. (L'octroi de l'indemnité est-il assorti de conditions ? Les coûts imputables ont-ils été indiqués correctement ? Quel est le montant des coûts imputables prévisionnels ? Quels documents supplémentaires attend-on avec la demande de remboursement ?)

Les coûts imputables prévisibles s'élèvent à 0.00 CHF

La demande de remboursement doit comprendre une évaluation des risques au niveau des coûts. De plus, pour des projets de cette ampleur, il est attendu qu'un contrôle des coûts soit réalisé en continu et qu'un rapport à ce sujet soit régulièrement remis au canton et à l'OFEV (mit quartalsweisem Reporting Entwicklung Kosten (Vergleich Soll/Ist und Endkostenprognose). Ces prestations/coûts sont imputables et doivent être inclus dans la demande de remboursement.

3.8 Remarques

3.9 Conclusion et demandes

Quelles raisons plaident pour la meilleure variante / Quelles sont celles qui s'y opposent ?

Kommentiert [PMUB1]: Wenn Investitionssumme > 5 / 10 Millionen: dann diesen Punkt in BAFU Stellungnahme aufnehmen

Unsere Erwartungen an das laufende Kostencontrolling ist eine 1/4-jährliche Berichterstattung zu folgenden Elementen:

- Status Projektfortschritt
 - die aufgelaufenen Kosten / - aktuelle Kostenentwicklung (IST)
 - Vergleich mit geplanten/zugesicherten Kosten (SOLL)
 - Meldung von aufgetretenen Mehrkosten
 - Meldung von weiteren absehbaren/voraussichtlichen Mehrkosten inkl. Risikobeurteilung (-> Genehmigung)
 - Endkostenprognose
 - Meldung von Projektänderungen/anpassungen (-> Genehmigung)
- Meldung zum weiteren Zeitplan

Wenn > 20 Mio, dann soll dieses Reporting durch eine externe Instanz (d.h. nicht das Kraftwerk selbst) erfolgen, wenn < 20 Mio, dann kann das Reporting durch KW selbst erfolgen

Y a-t-il d'autres intérêts en faveur ou en défaveur de la meilleure variante ?

L'OFEV approuve-t-il le choix de la meilleure variante ? – justification

Demandes :

- (1)
- (2)
- (3)
- (4)

Nous vous prions de bien vouloir tenir compte de nos propositions et remarques dans votre décision.

Demande 1: mandat pour le projet d'exécution selon la variante XY à l'exploitant

Demande 2: p. ex. instructions techniques, espacement réduit entre les barres des grilles, ou autres

Demande 3: p. ex. instructions pour l'évaluation des effets

Demande 4: si nécessaire

4 Suite de la procédure

Dès que toutes les autorisations requises auront été délivrées, [le détenteur de la centrale] pourra adresser une demande de remboursement des coûts en vertu de l'art. 34 de la loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie (LEne, RS 730.0) à [l'autorité cantonale compétente] pour les mesures d'assainissement mentionnées en objet. **Cette demande devra être déposée avant le début des travaux de construction respectivement de la mesure ou la préparation d'acquisitions d'une certaine importance (art. 28, al. 2, OEne). Les travaux ne pourront commencer, ou les investissements d'une certaine importance être réalisés, que lorsque l'OFEV aura validé l'allocation de l'indemnité. Sinon, aucun dédommagement ne pourra être octroyé.**

Après réception de la demande, [l'autorité cantonale] transmettra sans délai le « **formulaire réception demande art. 29 OEne** » dûment complété à l'OFEV. Elle vérifiera si la demande est complète. Si c'est le cas, elle s'assurera encore qu'elle respecte les exigences de l'appendice 3, ch. 2 et 3, OEne et la fera suivre à l'OFEV, assortie de son préavis. Si la demande est incomplète, elle en informera sans attendre l'OFEV. Elle informera à nouveau les instances dès que les documents nécessaires pour que la demande soit complète lui auront été soumis (art. 29, al. 3 OEne).

Les responsables par canton de la section Force hydraulique – assainissements (**Martin Pfaundler/Manfred Kummer, p. ex.**) répondront volontiers à toutes vos questions ayant trait à la procédure. Si vous souhaitez plus d'informations sur la restauration de la migration des poissons, n'hésitez pas à vous adresser à **Martin Huber Gysi ou Lukas Bammatter**.

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/1

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft..

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft. Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

**Fehler! Unbekannter Name
Fehler! Unbekannter Name**

**Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigen-
Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigen-**

Annexe(s) :

—

Copie à :

– Détenteur de la centrale à assainir